

Chine : protéger les droits des demandeurs d'asile nord-coréens

(New York, 19 novembre 2002) La Chine doit cesser de renvoyer par la force les demandeurs d'asile nord-coréens. Elle doit également cesser d'arrêter et de harceler les travailleurs humanitaires qui les assistent, a déclaré Human Rights Watch dans un nouveau rapport publié aujourd'hui. Ce rapport de 36 pages, *L'invisible exode : les Nord-Coréens en République Populaire de Chine*, donne des informations détaillées sur l'exploitation et la vie secrète que les Nord-Coréens endurent en Chine.

Le rapport décrit le trafic « d'épouses » nord-coréennes pour des hommes chinois ainsi que la torture et l'humiliation infligées par des responsables nord-coréens aux personnes rentrant au pays. Sur la base d'entretiens réalisés avec des réfugiés nord-coréens maintenant à Séoul, avec des militants humanitaires, des universitaires et des responsables gouvernementaux dans plusieurs pays, le rapport dresse un sinistre tableau des conditions totalement inhumaines et des abus auxquels sont soumises les personnes de retour en Corée du Nord, dans les colonies de travail forcé et les camps de détention.

« La Corée du Nord porte la plus grande responsabilité de cet exode de réfugiés, qui fuient la faim et les atteintes aux droits humains chez eux, » a déclaré Mike Jendrzeczyk, directeur pour Washington de la Division Asie de Human Rights Watch. « Mais le gouvernement chinois a également des responsabilités importantes. Renvoyer de force des demandeurs d'asile constitue une violation flagrante du droit international. »

Depuis 1982, la Chine est partie à la Convention des Nations Unies sur le statut des réfugiés et son Protocole de 1967 qui obligent les signataires à ne pas renvoyer de force des demandeurs d'asile qui risquent des persécutions dans leur pays d'origine. Les Nord-Coréens qui sont forcés à rentrer peuvent se voir infliger des peines de prison prolongées ou même la peine de mort si le « crime » de leur départ est interprété comme une trahison.

Tant que la Corée du Nord ne changera pas sa politique consistant à punir les personnes rentrant au pays et ne se soumettra pas à une surveillance internationale, tous les demandeurs d'asile en provenance de la Corée du Nord doivent être considérés comme ayant le droit d'être protégés contre un retour forcé, même si leur motivation pour quitter leur pays n'a pas été établie, a déclaré Human Rights Watch.

Human Rights Watch a vivement encouragé la communauté internationale à faire pression sur la Corée du Nord pour qu'elle remplisse ses obligations en matière de droits humains. Human Rights Watch a également appelé à l'adoption d'une résolution sur la Corée du Nord, l'année prochaine, lors de la session de la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme, à Genève. Human Rights Watch a enfin appelé la Chine à accorder au Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (H.C.R.) un accès immédiat à la région frontalière afin d'interroger des demandeurs d'asile.

L'exode des Nord-Coréens vers la Chine a atteint un sommet à la fin des années 1990 suite à la crise alimentaire mais il se poursuit aujourd'hui à cause de la pauvreté extrême et de la répression. Grâce aux pots de vin et au bouche à oreille, les moyens pour s'enfuir sont bien établis. Des milliers de Nord-Coréens se cachent maintenant en Chine, principalement dans la province de Jilin, dans la région frontalière avec la Corée du Nord. Leur nombre exact est impossible à déterminer.

La communauté internationale a largement ignoré cet afflux de personnes jusqu'à ce que, en début d'année, des Nord-Coréens commencent à forcer leur entrée dans des enceintes diplomatiques, à Beijing et ailleurs afin d'y demander asile. De mars à septembre 2002, un total de 121 Nord-Coréens a finalement réussi à quitter la Chine pour la Corée du Sud. Les autorités

chinoises ont répondu en renforçant la sécurité autour des enceintes diplomatiques, exigeant des ambassades de leur remettre les Nord-Coréens, et en renforçant la sécurité à la frontière.

Les gouvernements impliqués dans des dialogues sur les droits humains avec la Chine, comme l'Union Européenne, le Japon, les Etats Unis et le Canada devraient immédiatement porter leur attention sur la situation très difficile des demandeurs d'asile nord-coréens. Ils devraient faire pression sur la Chine pour commencer immédiatement un dialogue, au plus haut niveau, avec le H.C.R. sur l'établissement de procédures de sélection des réfugiés. En attendant, Beijing devrait accorder à tous les Nord-Coréens un statut humanitaire à durée indéterminée qui les protégerait du harcèlement et des menaces d'extorsion ou de rapatriement forcé en Corée du Nord.

« Le monde ne peut plus fermer les yeux sur la situation des demandeurs d'asile venus de Corée du Nord, » a déclaré Jendrzeczyk. « Un effort coordonné est nécessaire pour protéger leurs droits. »

Témoignages extraits de *L'invisible exode : les Nord-Coréens en République Populaire de Chine*

Chaque fois que je pense à ce moment, je transpire. Qu'est-ce qui se serait passé si j'avais été pris à ce moment ? [A cause du passé de ma famille], j'aurais été considéré par l'Agence pour la sécurité nationale [nord-coréenne] comme un espion ou un traître et j'aurais pu être abattu d'un coup de feu ou emprisonné à vie, sans aucune procédure judiciaire. J'aurais pu être envoyé dans un camp de travail administratif ou une mine secrète ou peut-être que mon corps aurait été utilisé comme un objet pour des expérimentations chimiques. De toutes les façons, j'aurais fini comme un cadavre même si je respirais encore.

Survivant d'un camp de travail nord-coréen

Quand une Nord-Coréenne traverse la rivière Tumen et frappe à la porte d'une maison coréo-chinoise pour demander de la nourriture, elle sera probablement aidée. Après quelques jours, certains de ses « protecteurs » lui conseilleront probablement de se marier. Après l'avoir amenée à accepter, ils recevront 2 000 ou 3 000 renminbi [USD240 à USD360] de la part de la famille du mari... Le trafic des Nord-Coréennes implique d'abord des Coréo-Chinois puis ensuite des Chinois. Ce sont des esclaves, des jouets sexuels.

Travailleur humanitaire ayant apporté son aide à des réfugiés nord-coréens en Chine de 1997 à 2001.

Lors de mon séjour là bas, 1 200 personnes ont été envoyées sur le site et je n'ai vu que sept personnes repartir sans blessures physiques ou autres maux. De nombreuses personnes sont mortes d'une épidémie et beaucoup d'autres ont été abattues. Le centre libérait généralement les gens quand on estimait que ces personnes ne survivraient pas. Beaucoup de détenus souffraient de tuberculose pulmonaire ou d'autres maladies. Il y avait environ 300 personnes dans le camp, réparties par groupes de trente dans chaque pièce. Environ cent personnes étaient envoyées chaque mois et environ dix personnes mouraient chaque jour. Si quelqu'un ne recevait pas un repas par jour, cette personne était tellement affaiblie par le manque de nourriture qu'elle ne pouvait pas bouger normalement. Comme il n'y avait pas de cercueils, ils mettaient les corps sur une planche et les montaient sur une colline pour les enterrer.

Ancien garde frontalier retenu dans un camp de détention nord-coréen.